



ARRÊTÉ N° 2022 - 612 AM

**portant réglementation temporaire
de la circulation et du stationnement
des véhicules terrestres à moteur
en agglomération****LE MAIRE DE LA COMMUNE DE LE PORT**

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions ;

VU la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre la Commune, le Département, la Région et l'État ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.1111-1 à L.1111-6 ;

VU le code de l'urbanisme notamment ses articles L.421-1 et suivants ;

VU le code de la voirie routière et notamment ses articles L.115-1, L.141-10, L.141-11 et L.141-12 ;

VU le décret n° 2005-1148 du 6 septembre 2005 relatif à la mise en fourrière des véhicules et modifiant le code de la route en partie réglementaire ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1-8^{ème} partie-signalisation temporaire-approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié) ;

VU le règlement de la voirie communale de Le Port approuvé le 9 décembre 2021 ;

VU la demande d'autorisation de travaux sur le domaine public de la Ville de Le Port émise par la société AUSTRAL TELECOM SERVICES le 24 juin 2022 ;

VU l'état des lieux ;

CONSIDERANT qu'il convient de prendre des mesures de sécurité dans le cadre **des travaux d'ouverture de chambre Télécom pour vérification et relevé d'informations** ;

CONSIDERANT la nécessité d'édicter une réglementation particulière et provisoire de la circulation et du stationnement sur le lieu et aux abords du chantier afin de prévenir les risques et assurer la sécurité des usagers ;

A R R Ê T E

Article 1 : Dans le cadre des interventions de la société AUSTRAL TELECOM SERVICES qui se dérouleront du 12 juillet 2022 au 10 août 2022 de 7h00 à 17h00, la réglementation suivante s'appliquera uniquement lors de l'intervention de l'entreprise les voies suivantes :

- rues Victor Hugo, Alice Pévèreilly, Cimendef, Salvador Allende, Jean Jaurès, Ralaimongo Dussac, Auguste Rodin et Jacques Duclos ;
- allées Edmond Albius, Arthur Tedder, Mafate, Dimitile, José Marti, Che Guevara, Archimède, François Arago, Franck Coucou, Jacques Audiberti et Vulcain ;
- places Georges Brassens, Charles Victor Naudin et Armand Barbes ;
- avenues Raymond Vergès et Lénine, ruelles Armand Gensonne et Grotius, chemin des Anglais, route du Sacré Cœur et impasse Louis Guilloux ;

- la circulation de tous types de véhicules routiers motorisés se fera par alternat manuel ;
- la vitesse sera limitée à 30 kms/h sur les voies concernées et les voies adjacentes ;
- la circulation piétonne sera interdite aux abords de la zone des travaux ;
- les usagers devront se conformer à la signalisation mise en place par la société AUSTRAL TELECOM SERVICES, responsable des travaux.

Article 2 : Dans le cadre de la mise en place de la signalisation, la société AUSTRAL TELECOM SERVICES veillera à sécuriser le cheminement des piétons et des personnes à mobilité réduite pendant toute la durée des travaux.

Article 3 : En dehors des interventions susmentionnées, la réglementation usuelle relative à la circulation et au stationnement s'applique.

Article 4 : Tous les agents de la force publique, dûment habilités sont chargés chacun en ce qui le concerne, de faire appliquer les présentes dispositions. Les véhicules en infraction pourront si nécessaire être mis en fourrière.

Article 5 : Le présent arrêté sera publié par voie d'affichage aux portes de la mairie de Le Port, de la mairie annexe de la Rivière des Galets, dans les antennes du CCAS de la ZUP et de la SIDR, sur les sites concernés et par insertion au recueil des actes administratifs de la Ville.

Article 6 : Madame la Directrice Générale des Services par intérim, Monsieur le chef de la Police Municipale, Monsieur le Commissaire de Police Nationale de Le Port et Monsieur le Directeur de la société AUSTRAL TELECOM SERVICES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 : Le délai de recours contre le présent arrêté auprès du Tribunal Administratif de Saint-Denis est de deux mois à compter de son affichage.

Le Port, le 11 JUIL. 2022



LE MAIRE

Pour le Maire et par délégation
Directrice Générale Adjointe des Services

Marietta BEDIER